

Crise énergétique : l'État ne peut pas tout, mais il doit quelque chose

Édouard Herriot, l'une des grandes figures tutélaires du radicalisme français, aimait rappeler que « la politique ne consiste pas à choisir entre le bien et le mal, mais entre le pire et le moindre mal ».

Cette lucidité-là, réaliste sans être résignée, exigeante sans être démagogique, est précisément ce dont notre pays a besoin aujourd'hui, face à un choc énergétique dont le gouvernement a fini, tardivement mais honnêtement, par reconnaître la gravité structurelle.

*

* *

La vérité a le mérite d'être dite clairement : nous sommes entrés dans un nouveau choc pétrolier. Ce que l'exécutif refusait d'admettre depuis le 28 février, le ministre Roland Lescure a fini par le reconnaître devant la commission des finances.

L'hypothèse d'une crise passagère est désormais caduque.

Les destructions d'infrastructures dans les monarchies du Golfe, plusieurs années de reconstruction pour certaines installations au Qatar, dessinent une contraction de l'offre qui s'installera dans la durée. Le prix du pétrole a bondi de 60 %, celui du gaz de 70 %. En un seul mois, un plein d'essence a renchéri de trente euros pour nos concitoyens.

Dans ce contexte, le débat parlementaire a révélé, une fois de plus, les impasses symétriques de nos extrêmes politiques. D'un côté, le Rassemblement national réclame une baisse des taxes au nom d'un État qui « s'enrichirait » sur le dos des Français. De l'autre, la gauche extrême exige un blocage administratif des prix, au nom d'une économie qu'elle souhaiterait entièrement dirigée.

Ces deux postures sont politiquement compréhensibles. Elles sont intellectuellement insuffisantes et pratiquement contre-productives.

Le Parti Radical Valoisien, fidèle à la tradition solidariste née à la Place de Valois en 1901, refuse ces facilités.

Baisser mécaniquement les taxes sur les carburants ne fait pas revenir un seul baril sur les marchés. Bloquer les prix de détail sans agir sur les

causes profondes crée des effets de rente, des pénuries larvées et des distorsions que l'histoire économique a maintes fois documentées. La ministre chargée de l'Énergie a eu raison, sur le fond, de résister à ces deux tentations, même si sa formule lapidaire sur « l'économie non administrée » méritait d'être mieux étayée, et sa posture budgétaire davantage étoffée d'une doctrine de protection.

Car dire « il n'y a pas d'argent magique » ne saurait tenir lieu de politique. La République a des obligations envers ceux qui ne peuvent pas absorber seuls un choc de cette magnitude. Les ménages modestes, pour qui la voiture n'est pas un luxe mais une nécessité professionnelle dans des territoires ruraux mal desservis. Les artisans, les transporteurs, les pêcheurs dont les marges sont directement corrélées au prix du gazole. Les collectivités territoriales, dont les budgets de fonctionnement seront percutés de plein fouet, sans disposer des marges de manœuvre de l'État.

Face à une crise que le ministre lui-même qualifie de potentiellement « systémique », les facilités de trésorerie annoncées pour quelques secteurs professionnels sont un premier pas, mais un pas insuffisant. Ce que la situation commande, c'est une doctrine claire, équitable et temporellement bornée de protection des plus vulnérables, assortie d'un signal-prix préservé pour ne pas décourager les comportements sobres.

Ce que la tradition radicale appelle la solidarité organisée par la loi n'est pas une dépense subie : c'est un investissement dans la cohésion sociale, sans laquelle aucune politique de transition énergétique n'est durablement tenable.

Nous appelons le gouvernement à sortir de l'attentisme et à engager, dans la concertation avec les collectivités et les partenaires sociaux, un plan de protection ciblée : chèque énergie élargi, mécanisme d'avance remboursable pour les professionnels dépendants, clause de revoyure trimestrielle indexée sur l'évolution des prix. L'orthodoxie budgétaire est une vertu ; elle devient une faute quand elle interdit à la République de protéger les siens dans l'adversité.

Herriot l'avait compris : gouverner, c'est choisir le moindre mal avec le maximum d'humanité.

Samuel Roullé
Secrétaire national
Parti Radical Valoisien